



Les huissiers de justice arméniens dans l'attente de réformes

Un séminaire sur l'exécution des décisions de justice en matière civile et commerciale s'est tenu des 17 au 19 décembre 2003 à Erevan.

Un séminaire du Conseil de l'Europe

Ce séminaire a été organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre du programme joint de coopération entre la Commission européenne et le Conseil de l'Europe pour les pays du Caucase du Sud. La mission était dirigée par Alexey Kojemiakov, chef du département de droit privé au Conseil de l'Europe. Mathieu Chardon, membre du Comité de l'UIH était l'expert choisi par le Conseil de l'Europe aux côtés de Brian Geary, Sheriff officer (Irlande). Le Conseil de l'Europe leur a demandé de dresser un rapport d'évaluation.

*Le bureau central des huissiers de justice à Erevan
The central office of enforcement agents in Yerevan*

La délégation du Conseil de l'Europe a été reçue par Anatoly Avagyan, chef huissier et vice-ministre de la Justice d'Arménie. Une visite d'évaluation a été réalisée à Erevan, au tribunal d'instance de Malatia-Sebastia, au siège du service de l'exécution de Erevan ainsi qu'au service de l'exécution de la sub-division d'Aragatsotn.

Une organisation dépendant du ministère de la Justice.

A l'instar d'autres pays de l'ex URSS, et notamment de la fédération de Russie dont l'Arménie est proche, une réforme du statut des huissiers de justice a été entreprise. Entre 1961 et 1998, les huissiers faisaient partie intégrante des juridictions. Depuis le 1er janvier 1998 les huissiers de justice ont été détachés des tribunaux et rattachés au ministère de la Justice, au sein du service de l'exécution. Ce service fête aujourd'hui ses cinq années d'existence. Les trois premières années ont été occupées par sa mise en place. Depuis deux ans, les travaux concernent les améliorations qui peuvent être apportées. Le service de l'exécution est organisé par M. Anatoly Avagyan. 400 personnes y travaillent actuellement, dont 317 huissiers de justice. Parmi le personnel figurent des superviseurs et plusieurs divisions qui comprennent des inspecteurs et du personnel. Il existe 11 districts. Le district de Erevan comprend 102 personnes.

Des conditions de travail déplorables

Une partie du matériel est loué, ainsi que les locaux, dans certains cas. Parfois, les huissiers de justice se voient attribués des locaux au sein du tribunal. Mais les conditions de travail peuvent être déplorables. Les bureaux sont souvent exiguës et sont parfois relégués dans des endroits indignes d'une profession au service de la justice : il est fréquent que trois personnes se partagent un bureau de 6 m², sans ordinateur, en sous-sol, près de la chaufferie, comme cela a été constaté sur place.





Des huissiers de justice fonctionnaires aux pouvoirs limités

Les huissiers de justice sont actuellement des fonctionnaires qui ne sont pas intéressés au résultat. Les autorités sont concernées par ce fait et des discussions sont en cours pour inciter les huissiers de justice à être plus performants. Ces derniers peuvent être armés et doivent porter un uniforme. Dans certains cas, ils peuvent se faire assister par la police. La loi actuelle ne permet pas aux huissiers de justice d'accorder des délais de paiement, ceux-ci devant être entérinés par le tribunal. L'huissier de justice n'intervient que dans le cadre de la saisie des biens dans les domaines civil ou pénal. Sauf exception Il doit procéder à la saisie dans le délai de deux mois de la réception du dossier. Les débiteurs peuvent facilement demander au tribunal de suspendre ou arrêter les poursuites, ce qui rend en partie inefficaces les efforts de nos confrères. Certains dossiers sont en effet pendants devant les tribunaux depuis cinq années !

Des réformes en cours

Des réformes sont en cours afin d'améliorer les conditions de travail et la rémunération des huissiers de justice qui touchent actuellement environ 50 euros par mois, soit à peine de quoi louer un appartement à Erevan... Un intéressement au résultat et une augmentation subséquente de leur rémunération devraient pouvoir élever sensiblement leur niveau de vie. Comme en Fédération de Russie, les autorités réfléchissent à mettre en place une taxe de 5% sur les sommes dues par le débiteur afin de financer le service de l'exécution.

Ces réformes seront-elles suffisantes ? Interrogé sur la question, M. Tigran Ter-Yesayan, président de l'Union internationale des avocats d'Arménie semble catégorique : « seule la privatisation de la profession permettrait de rendre le service réellement efficient et conforme aux attentes des citoyens arméniens qui se plaignent de l'actuelle inefficacité du service, malgré les efforts annoncés ». Mais apparemment, cette privatisation ne semble pas encore à l'ordre du jour. Comme à son habitude, l'UIHJ se tiendra prête le moment venu afin d'apporter son poids et son soutien à nos confrères arméniens.



Les experts du Conseil de l'Europe avec des représentants du ministère de la Justice et des huissiers de justice

The Council of Europe expert with Justice Ministry representatives and enforcement agents



M. Tigran Petrosyan, président du tribunal d'instance de Malatia-Sebastia et professeur de droit

Mr Tigran Petrosyan, president of the County court of Malatia-Sebastia and Law professor



Armenian enforcement agents await reforms

A seminar on the enforcement of legal decisions in the civil and commercial domains was held on the 17th to the 19th of December 2003 in Yerevan.

A Council of Europe seminar.

This seminar was organised by the Council of Europe in the framework of the joint programme of cooperation between the European Commission and the Council of Europe for the Southern Caucasian countries. The mission was led by Alexey Kojemiakov, Head of the private law department at the Council of Europe. Mathieu Chardon, member of the UIHJ Committee, was the expert chosen by the Council of Europe to work alongside Brian Geary, Sheriff officer (Ireland). The Council of Europe asked them to compile an evaluation report.

The Council of Europe delegation was received by Anatoly Avagyan, Head Enforcement Agent and Vice Minister of Justice of Armenia. Evaluation visits were made in Yerevan, at the law court of Malatia-Sebastia, at the headquarters of the enforcement department of Yerevan and at the enforcement department of the sub-division of Aragatsothn.

An organisation dependent on the Ministry of Justice.

Following in the footsteps of the other former USSR countries, and in particular the Russian Federation with which Armenia has close links, a reform of the status of the enforcement agent has been set in motion. Between 1961 and 1998, the enforcement agents were an integral part of the courts of law. Since the 1st of January 1998 the enforcement agents have been separated from the courts and attached to the Ministry of Justice, within the enforcement department. Today this department celebrates five years of existence. The first three years were devoted to its organisation and in the last two years the work has concerned the improvements that could be made to it. The enforcement department is organised by Mr Anatoly Avagyan. At present 400 people work in the department, of whom 317 are enforcement agents. The personnel is also made up of supervisors and several divisions that include inspectors and other staff. There are 11 districts. The district of Yerevan counts 102 people.



*Le ministère de la Justice à Erevan
The ministry of Justice in Yerevan*

Deplorable working conditions

In certain cases part of the equipment and the premises are rented. Occasionally, the enforcement agents are allocated premises within the courts. However the working conditions can be deplorable. The offices are often cramped and sometimes consigned to locations that are not worthy of a profession at the service of the justice system: it is not uncommon to find three people sharing an office of 6m², without a computer, in the basement, near the boiler room, as was seen during one visit.

Enforcement agents employed by the state and with limited powers

At present enforcement agents are employees of the State who do not receive any motivation to produce results. This concerns the authorities and discussions are underway to incite the enforcement agents to be more efficient. The latter can be armed and must wear a uniform. In certain cases, they can request assistance from the police. The current law does not permit enforcement



agents to issue payment deadlines, which must be confirmed by the courts. The enforcement agent intervenes only in the context of the seizure of assets in the civil or penal domains. He must, without exception, carry out the seizure within a time period of two months after receiving the case file. The debtors can easily request that the court suspend or discontinue legal proceedings, making our colleagues' efforts ineffective to a certain extent. Indeed some cases remain before the courts for up to five years!

The reforms underway

Reforms are underway to improve the working conditions and the pay of enforcement agents who currently receive approximately 50 euros per month, in other words scarcely enough to rent a flat in Yerevan... A monetary bonus according to the result and a substantial increase in their payment should result in a distinct improvement in their quality of life. As in the Russian Federation, the authorities are considering implementing a tax of 5% on the sums owed by the debtor with a view to using this money to finance the enforcement department.

Will these reforms prove to be sufficient? When questioned on the subject, Mr Tigran Ter-Yesayan, president of the International Union of Armenian Lawyers, appears to be categorical: "only the privatisation of the profession would make the department truly efficient and in conformity to the expectations of the Armenian citizens who complain of the current inefficiency of the department, despite the efforts announced". But apparently, this privatisation does not yet appear to be on the agenda. As always, when the time comes, the UIHJ will be ready to mobilise itself in support of the cause of our Armenian colleagues.

Mathieu Chardon, expert du Conseil de l'Europe
Mathieu Chardon, Council of Europe expert



Alexey Kojemiakov, Conseil de l'Europe
Alexey Kojemiakov, Council of Europe



Brian Geary, Expert du Conseil de l'Europe
Brian Geary, Council of Europe expert



Le vice-ministre de la Justice et les représentants du Conseil de l'Europe
The Deputy Minister of Justice and the representatives of the Council of Europe



Anatoly Avagyan, Vice-ministre de la Justice et huissier en chef de la République d'Arménie
Anatoly Avagyan, Deputy Minister of Justice and Chief Enforcement agent of the Republic of Armenia



L'Arménie en chiffres

Population : 3,3 millions d'habitants

Superficie : 29 800 Km²

Régime politique : république

Capitale : Erevan (1 249 400 habitants)

Langue officielle : arménien

Monnaie : le dirham

Quelques informations

(Source : www.netarmenie.com)

L'Arménie est délimitée par la Géorgie au nord, par la Turquie à l'ouest, par l'Azerbaïdjan à l'est et par l'Iran au sud. Enfermée à l'intérieur des hauts plateaux du Petit Caucase, l'Arménie constitue aujourd'hui la plus petite des anciennes républiques de l'ex-URSS. 90% du territoire se trouve à plus de 1000 mètres d'altitude. C'est un pays essentiellement montagneux, qui associe de hauts plateaux et des massifs. Les sommets les plus élevés sont généralement de grands édifices volcaniques, tel l'Aragac, qui culmine à 4 090 m. De hautes plaines, situées entre 1 500 et 2 000 m d'altitude, occupent une grande partie du territoire arménien et sont drainées par les cours d'eau, tel l'Araxe, bordé de grands systèmes de terrasses, qui se dirige vers la mer Caspienne.

La grande place d'Erevan - Yerevan's central place

Armenia in figures

Population: 3.3 million inhabitants

Surface area: 29,800 Km²

Political regime: Republic

Capital: Yerevan (1,249,400 inhabitants)

Official language: Armenian

Currency: the Dram

More information

(Source: www.netarmenie.com)

Armenia is bordered by Georgia to the North, Turkey to the West, Azerbaijan to the East and Iran to the South. Enclosed by the high plateaus of the Lesser Caucasus, Armenia today constitutes the smallest of the former Soviet republics. 90% of the territory is situated at an altitude of more than 1000 metres. It is a country that is mainly mountainous with a combination of high plateaus and massifs. The most imposing summits are generally volcanic, such as Mount Aragats, which reaches its highest point at 4090m. A large part of the Armenian territory is made up of high plains at an altitude of between 1500 and 2000m, which are drained by rivers such as the Aras and surrounded by large terrace systems, which work their way down to the Caspian Sea.

Le tribunal d'instance de Malatia-Sebastia

The County court of Malatia-Sebastia

